HANDMAN, Marie-Élisabeth & MOSSUZ-LAVAU, Janine (dir.). – *La prostitution à Paris*. Paris, La Martinière, 2005, 425 p. | TABET, Paola. – *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économique-sexuels*. Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque du féminisme »), 2004, 195 p.

Milena Jaksic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/5796>

DOI : 10.4000/etudesafricaines.5796

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2005

ISBN : 978-2-7132-2049-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Milena Jaksic, « HANDMAN, Marie-Élisabeth & MOSSUZ-LAVAU, Janine (dir.). – *La prostitution à Paris*. Paris, La Martinière, 2005, 425 p. | TABET, Paola. – *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économique-sexuels*. Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque du féminisme »), 2004, 195 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 03 février 2006, consulté le 24 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/5796> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.5796>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

HANDMAN, Marie-Élisabeth &
MOSSUZ-LAVAU, Janine (dir.). – *La prostitution à Paris*. Paris, La Martinière, 2005, 425 p. | TABET, Paola. – *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges économico-sexuels*. Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque du féminisme »), 2004, 195 p.

Milena Jaksic

- 1 La parution simultanée de deux ouvrages traitant respectivement de la prostitution (*La prostitution à Paris*) et des « échanges économico-sexuels » (*La grande arnaque*) nous invite à repenser sous un angle nouveau le processus par lequel il y aurait une « traduction sexuelle des relations inégalitaires »¹.
- 2 La transformation du paysage prostitutionnel entre la fin des années 1990 et 2002 en France, marquée par l'arrivée dite « massive » des femmes étrangères, suivie des plaintes répétées de riverains en colère et le pré-projet de loi pour la sécurité intérieure visant à pénaliser davantage l'exercice de la prostitution de rue, ne laisse pas indifférente la Mairie de Paris qui, soucieuse de l'intérêt public, décide de commander à une équipe de chercheurs un état des lieux de la prostitution à Paris et dans les communes limitrophes. L'ouvrage qui vient de paraître est le fruit de ce travail collectif qui s'est étalé d'octobre 2002 à mars 2004. Marie-Élisabeth Handman et Janine Mossuz-Lavau, co-directrices de cette enquête collective, expriment d'emblée leur refus

d'alimenter les âpres polémiques sur le « pour » ou le « contre » la prostitution, celle-ci ne pouvant pas se réduire à un monde homogène et uniforme. Il conviendrait, d'après les auteures, de parler des prostitutions, tant les formes de cette activité sont multiples. En prônant une démarche ethnographique qui consiste à partir du terrain en recueillant des données au moyen des entretiens formels et informels, des histoires de vie et d'observations directes, les chercheurs se proposent de rendre compte de la diversité du paysage prostitutionnel et de formuler des préconisations sur les politiques à mener en la matière. Les entretiens ont été réalisés auprès des prostitué(e)s, des clients et des principaux acteurs institutionnels en charge de la prostitution ou des phénomènes avoisinants. L'observation directe, quant à elle, s'est déroulée dans les bus de prévention et d'aide sociale des associations qui travaillent auprès des prostitué(e)s de rue (Aux Captifs la Libération, Charonne, Intermède et le passif). Les chercheurs ont assisté à plusieurs procès pour racolage survenus après le vote de la loi pour la sécurité intérieure (18 mars 2003). Ils ont également pris part aux manifestations des prostitué(e)s précédant le vote de la loi. Au terme de ce travail assidu, une conclusion apparaît en filigrane : « recueillir des données ethnographiques ne peut se faire sans un minimum d'empathie avec la population étudiée » (p. 23). Si cette position prête à discussion, telle a été la démarche adoptée par les chercheurs.

- 3 L'ouvrage se compose de trois parties. La première est consacrée au « contexte de l'activité prostitutionnelle (géographique, juridique, politique et social) », la deuxième au vécu des prostitué(e)s, femmes, hommes et transgenres, tandis que la troisième pose des questions relatives à l'activité en tant que telle : qui sont les clients, quelles sont les différentes formes que prend la violence, que dire de la relation entre prostitution et sexualité, et enfin qu'en est-il de la « traite des êtres humains », phénomène qui serait, au dire des politiques, de certains experts et journalistes, en « pleine expansion » ?
- 4 Dans la première partie, on remarquera les articles de M.-É. Handman sur les conditions de l'enquête ethnographique (p. 19), celui d'Emmanuel Redoutey, urbaniste, sur les lieux et les territoires de la prostitution (p. 39), ainsi que l'article de Johanne Vernier, juriste, consacré à l'analyse critique de la loi pour la sécurité intérieure (p. 121). D'après cette dernière, les articles de la loi consacrés à la lutte contre le proxénétisme et la « traite des êtres humains » ne sont qu'une manière insidieuse et sournoise de réprimer davantage les prostitué(e)s, certaines d'entre elles, en particulier les étrangères, étant qualifiées à la fois de victimes, au regard de l'article sur la « traite des êtres humains », et de délinquantes, conformément aux nouveaux dispositifs pris en matière de pénalisation de racolage, y compris « passif ». Catherine Deschamps, quant à elle, nous offre une analyse particulièrement fine et percutante des dernières mobilisations de prostituées précédant le vote de la loi pour la sécurité intérieure (p. 91). L'intérêt est dans le seul désir de l'auteure de repenser les enjeux de cet événement tout en les situant dans le contexte sociologique des mobilisations antérieures, déjà étudiées par Lilian Mathieu².
- 5 Janine Mossuz-Lavau et Maria Teixeira ouvrent la discussion autour du deuxième axe de l'ouvrage. Elles apportent un éclairage sur les motifs de l'entrée dans la prostitution, qui diffèrent selon qu'il s'agit d'« étrangères » ou de « traditionnelles », selon le montant des gains et selon les perspectives relatives à la sortie de la prostitution (p. 155). On soulignera aussi l'intérêt de la présentation de Nasima Moujoud sur la prostitution des femmes maghrébines dans un contexte de « féminisation des migrations » et de ses répercussions sur les choix professionnels laissés aux femmes

migrantes (p. 199), ainsi que la contribution de Fiammetta Venner, portant sur la prostitution sur Internet (p. 235). Cette forme relativement nouvelle de prostitution, loin de protéger les femmes et les hommes d'éventuels proxénètes, les expose, à quelques exceptions près, à des risques multiples en raison du caractère invisible et clandestin de l'activité. S'ensuivent l'histoire de vie de Marie, ex-call-girl (p. 249), et la contribution de Dolorès Pourette qui aborde la question de la prostitution masculine et transgenre, pour clore cette deuxième partie de l'ouvrage (p. 263).

- 6 La troisième partie dresse un tableau contrasté des clients de prostitué(e)s (J. Mossuz-Lavau, p. 295). On notera également les contributions de Dolorès Pourette sur les violences au sein de la prostitution (p. 323), la « traite des êtres humains » (Nasima Moujoud et Maria Teixeira, p. 377) et tout particulièrement l'article de Françoise Gil qui se propose d'étudier la relation entre la sexualité et la prostitution (p. 345). Les données recueillies sur le terrain amènent l'auteure à affirmer que la prostitution ne peut se réduire à la seule vente de services sexuels, mais qu'elle affecte également la sexualité des personnes concernées, allant jusqu'à leur procurer du plaisir, parfois physique mais plus souvent affectif, grâce aux relations d'amitié qu'elles peuvent lier avec certains clients ou à l'utilité sociale qu'elles ressentent lorsque, par exemple, elles parviennent, parfois au bout de longues années, à obtenir de clients handicapés un acte sexuel complet.
- 7 Au terme de cette présentation détaillée des différentes formes de prostitution, on comprend mieux l'invitation faite au lecteur de l'appréhender au pluriel. Trois grands pôles se profilent. Il convient d'abord de distinguer la prostitution non contrainte de la prostitution forcée qui, depuis la fin des années 1990, semble être caractéristique (sans constituer pour autant une règle) des personnes étrangères. Même s'il est vrai qu'un certain nombre d'entre elles parvient à échapper au contrôle des réseaux ou filières, il n'en demeure pas moins que cette catégorie de prostituées ne cesse d'être exposée aux contrôles et à la répression policière et administrative en raison notamment de l'irrégularité de leur statut juridique.
- 8 Apparaissent également la distinction entre prostitutions professionnelle et occasionnelle, ainsi que les démarcations relatives au cadre même de l'exercice de l'activité. On voit mal comment il serait possible de mettre sur le même plan prostitution de rue, de luxe ou encore sur Internet... À cela s'ajoute la multiplicité des populations qui les pratiquent – hommes, femmes, travestis ou transsexuels – et de celles à qui elles s'adressent (clients occasionnels ou réguliers aux demandes variées...).
- 9 En arrière-plan de cette scène où s'imbriquent motivations, perspectives de vie, violences et prestations sexuelles, apparaît la gestion politique de la prostitution qui, en promulguant les dispositifs de la loi pour la sécurité intérieure, marque le passage d'un abolitionnisme de contrôle à un abolitionnisme de répression. Face à cette recrudescence des pratiques pernicieuses, les chercheurs plaident en faveur de la reconnaissance de la prostitution en tant qu'activité légitime et invitent les politiques à garantir aux prostituées couverture sociale et retraite moyennant le paiement des impôts. Ils préconisent également l'ouverture des maisons de retraite pour celles et ceux ne pouvant ou ne voulant plus exercer leur activité en raison de leur âge.
- 10 Cependant, les analyses et les conclusions apportées par les chercheurs ne vont pas sans susciter quelques réticences et discussions quant aux objectifs visés par la rédaction de l'ouvrage. On peut ainsi se demander si la démarche qui consiste à étudier ce phénomène au plus près, voire à l'intérieur de la population concernée, nous permet

de comprendre les enjeux qui sont à l'œuvre dans la gestion politique, sociale et juridique de la prostitution. N'oublions pas que ce sont précisément ces formes multiples de gestion de la prostitution, comprise comme phénomène social, qui conditionnent et ordonnent à la fois les conditions de travail et les rapports de pouvoir qui lui sont inhérents. « On n'explique qu'en comparant »³, nous dit Durkheim. S'il est légitime de dresser un tableau détaillé de la prostitution vue de l'intérieur, il nous semble néanmoins que la spécificité de la démarche sociologique et anthropologique consiste précisément à mettre en relation de manière heuristique des objets en apparence différents, autrement dit à ne pas étudier un phénomène social comme s'il était isolé du contexte dans lequel il prend corps. À ce titre, on peut regretter que les auteurs n'aient pas questionné davantage les enjeux de l'articulation entre les politiques migratoires, les priorités d'ordre public, les impératifs des droits de l'homme et la prostitution. De surcroît, insister sur l'usage du terme « prostitution », même si ce dernier revêt des formes multiples, finit par figer dans une identité préconstruite, voire stigmatisante, des histoires de vie qui s'inscrivent dans un continuum de rapports de pouvoir et qui se déclinent en termes de sexe, de classe ou d'origine, comme nous l'enseigne Paola Tabet, dans son ouvrage *La grande arnaque* que nous allons à présent commenter.

- 11 L'anthropologue italienne, Paola Tabet, récuse l'emploi du terme « prostitution » en raison de son caractère étroit, galvaudé, imprégné de préceptes et jugements négatifs. Elle a recours au terme d'« échange économique-sexuel » pour désigner ce qu'elle s'est donné pour objet d'étude, à savoir l'analyse des relations homme-femme impliquant une transaction économique. Mais la question qu'un lecteur non avisé et curieux se pose avant même de plonger dans la lecture de cet ouvrage passionnant et stimulant à plusieurs titres, peut se formuler ainsi : à quoi l'auteure fait-elle référence lorsqu'elle décide d'intituler son livre « la grande arnaque » ? Ce titre renvoie à la question centrale qui structure l'ensemble de l'ouvrage et que Paola Tabet pose en ces termes :

« Comment l'homme le plus pauvre, y compris plongé dans les situations les plus misérables, peut-il se payer le service sexuel de la femme la plus pauvre ; alors qu'au contraire la femme la plus pauvre, non seulement ne peut pas se payer des services sexuels, mais, peut-on dire, n'a même pas droit à sa propre sexualité ? » (p. 143).

- 12 Loin de vouloir réduire la sexualité au seul coût, Tabet l'interroge comme fait social, inscrit dans un contexte de relations sociales et de rapports de pouvoir. La « sexualité asymétrique », qui apparaît comme un invariant des relations hommes/femmes impliquant une compensation économique, serait le produit d'une division sexuelle des tâches et d'un accès inégal aux connaissances et aux ressources⁴. Ces trois facteurs contribuent à transformer la sexualité des femmes en *service* sexuel ou encore domestique. Le propos de cet ouvrage consiste à interroger le processus par lequel s'opère cette transformation.
- 13 Les outils conceptuels qui permettent à Tabet de comprendre et d'expliquer ce processus de transformation sont le « continuum de l'échange économique-sexuel » et la « rupture » dans le continuum. L'idée de continuum est introduite dès la première partie de l'ouvrage où l'auteure tente de se démarquer de l'utilisation du terme « prostitution » pour désigner les échanges économique-sexuels entre hommes et femmes. En effet, si la « prostitution » est communément définie comme prestation sexuelle en échange d'une rémunération et impliquant une multiplicité de partenaires, tout échange sexuel qui comprend une transaction économique-sexuelle n'est pas

qualifié de « prostitution ». Inversement, certains échanges hommes/femmes qui ne satisfont pas ces deux critères (tarification et multiplicité de partenaires) sont qualifiés de prostitution⁵.

- 14 Chez les Birom du haut plateau de Jos au Nigeria,
 « toute femme mariée a au moins une relation *njem*, c'est-à-dire une relation avec un homme qui n'est pas son mari mais un amant qui aura payé à celui-ci le prix coutumier d'une chèvre, prix qu'éventuellement il devra repayer à l'échéance annuelle de ces rapports s'il souhaite les poursuivre » (p. 24).
- 15 Outre ce rapport économique entre mari et amant *njem*, ce dernier ne cesse de faire des cadeaux à la femme sous forme de dons multiples. D'après l'auteure, il ne s'agit pas de polyandrie, d'adultère ou de relations clandestines, mais d'une relation officielle, et non « comme diraient les Kofyar, voisins des Birom, d'un "vol de vagin" » (p. 25).
- 16 On observe donc une variété de types de relations et de dénominations. Cependant, d'après Tabet, il ne s'agit pas d'échanges réciproques entre partenaires égaux, y compris dans le cas que nous venons de citer. L'échange se produit en effet dans un sens unique : la femme serait toujours soustraite à l'échange, y compris dans le cas où elle se pose comme *sujet* en imposant les tarifs ou en contrôlant la durée de l'échange. Au-delà de ces délimitations conceptuelles, Tabet considère que « l'élément pertinent pour la classification n'est pas le service rendu, le travail accompli ou le corps utilisé, mais bien la relation sociale dont la prestation fait partie ». Nous voilà au cœur de son argumentation : les rapports économico-sexuels traduisent les rapports de pouvoir dans lesquels les *hommes* définissent quel usage de la sexualité est légitime ou pas et, de ce fait, conditionnent la sexualité des femmes.
- 17 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Paola Tabet se demande si une réciprocité sexuelle est possible dans des conditions de domination. En s'inspirant de la description faite par Malinowski du don-paiement dans les îles Trobriand, elle observe le passage, passé sous silence chez Malinowski, des actes sexuels des femmes aux services sexuels. Les relations sexuelles prématrimoniales aux îles Trobriand, sont caractérisées par les dons faits aux filles par les garçons en échange de relations sexuelles. Aux yeux de Tabet, cette récompense transforme les actes sexuels des filles en service sexuel. Ainsi, « l'unidirectionnalité de l'échange économique » est un indicateur d'une « transformation de la sexualité féminine en une sexualité de service » (p. 51), ce qui l'amène à affirmer que « le don parle le langage de la domination » (p. 55). Les mécanismes par lesquels s'opère cette transformation sont intrinsèquement liés aux rapports de pouvoir.
- 18 L'histoire de Nisa, femme kung, peut venir éclairer ce propos. Les Kung sont une population de chasseurs-cueilleurs du désert de Kalahari, au sein de laquelle la chasse est le monopole des hommes alors que la cueillette appartient aux femmes. C'est une société à domination masculine. Nisa a connu, dès son enfance, un conditionnement de sa sexualité sous forme de corrections et de violences. Puis, vient l'accoutumance aux jeux sexuels, suivis du mariage, ou des mariages, toujours imposés. Le premier mariage semble être toujours traumatisant, caractérisé par les fugues répétées des filles, le viol du mari et l'acceptation du rapport sexuel pour ne « pas avoir mal ». Les refus s'estompent et Nisa commence même à « aimer » son mari. Du refus à l'acceptation, Nisa finit par « se reconnaître dans la forme de sexualité qu'on lui a imposée » (p. 63). Mais elle a aussi des amants qui lui font des dons car, comme elle l'affirme, « tu ne peux pas être seulement avec l'homme de ta cabane (le mari), avec un seul homme... Un

homme te donne une seule catégorie de nourriture à manger » (p. 63). On voit bien que pour Nisa les rapports avec les hommes deviennent un facteur de subsistance, voire de survie, car ce sont eux qui possèdent des armes, qui chassent, qui apportent la nourriture, qui assurent la survie. Ainsi, écrit Tabet, « la dépendance matérielle tend à se doubler d'une forme de reconnaissance et de dépendance psychologique au mari "nourricier" » (p. 65) et finit par affecter la sexualité des femmes.

- 19 Dans la troisième partie, l'auteure change d'échelle et nous entraîne à sa suite « aux dents de la prostituée ». Nous avons vu jusqu'à présent que l'idée de continuum permet d'appréhender différentes formes d'échanges economico-sexuels, qui nous sortent des catégories préconstruites de « prostitution » ou « mariage ». Dans ce chapitre, Tabet s'intéresse aux femmes qui posent le service sexuel comme travail et qui sont à même de négocier les tarifs, les rapports aux clients et la durée du rapport. Elles dissocient le service sexuel de la sexualité. C'est ce qui permet à Pia Covre, une prostituée italienne interviewée par Tabet, d'affirmer :
 « Le client est un loup, mais la prostituée [...] en fin de compte a les dents plus longues que lui » (p. 84).
- 20 L'idée de continuum apparaît désormais avec encore plus d'acuité : à une extrémité du continuum on retrouve une sexualité-service imbriquée dans des rapports de pouvoir, alors qu'à l'autre extrémité on voit l'émergence du service sexuel conçu comme travail. Un autre cas de figure du continuum est celui où le don-rémunération dicte les rapports inégalitaires homme/femme, se traduisant par la limitation du pouvoir de négociation de la femme (Nisa et ses amants par exemple). À l'autre extrémité, on retrouve le pouvoir qu'a la femme de négocier les tarifs et les prestations d'un service considéré désormais comme travail.
- 21 Dans la quatrième partie de l'ouvrage, Tabet met en perspective les ruptures dans le continuum, à savoir les stratégies mises en œuvre par les femmes pour échapper au contrôle masculin et les dispositifs déployés par les hommes pour accroître leur domination. Ainsi, pour vivre ou échapper au mariage forcé, certaines femmes n'ont « plus que leur sexe », qui devient « travail », comme le montre l'exemple des Husa, « femmes libres » (« *karuwai* ») du Niger et du Nigeria. En contrepartie, les hommes, par le biais des viols, parfois collectifs, ou en ayant recours aux rafles successives à l'encontre des prostituées, répriment cette volonté d'émancipation par la vente de services sexuels et assoient davantage leur contrôle sur la sexualité des femmes. Tabet note cependant l'absence d'une vraie alternative, car même si les *karuwai* parviennent à construire leur autonomie, celle-ci n'est que partielle et limitée dans le temps, dans l'attente du mariage suivant.
- 22 C'est bien cela « la grande arnaque », car même si les femmes parviennent à dissocier leur sexualité des services sexuels, l'inégal accès aux ressources et à la connaissance, ou encore la division sexuelle du travail continuent à structurer et à alimenter l'unidimensionnalité de l'échange au profit des hommes.
- 23 Cet ouvrage, fort d'exemples et d'illustrations percutantes, constitue une contribution indispensable à la compréhension de la sexualité en tant que « fait social total ». Il souffre néanmoins de limitations importantes qui ne sont pas sans conséquences pour la thèse centrale de l'auteure. Premièrement, on peut se demander si l'« égalité » est un bon prisme pour regarder la sexualité. Prolongeant cette question, on peut s'interroger sur le point de savoir s'il est possible d'étudier des rapports de domination sans penser des rapports de dépendance.

- 24 En dernier lieu, il nous semble que l'on ne peut pas limiter les rapports de pouvoir aux seuls rapports de domination, comme l'ont déjà montré les analyses de Michel Foucault. Force est de se demander si ce que l'on veut discipliner ce n'est pas tant la sexualité des femmes, mais la sexualité en tant que telle, voire la sexualité comme « danger social ». De surcroît, il serait intéressant d'examiner les processus par lesquels le pouvoir *incite* mais n'impose pas. Car, s'il est vrai qu'une « sexualité asymétrique » est le produit d'un accès inégal aux ressources et à la connaissance, il est d'autant plus vrai qu'elle « découle des apprentissages sociaux, qui ne résultent pas tant de l'inculcation de règles et d'interdits, que d'une imprégnation par des récits multiples impliquant des séquences d'événements, et d'une intériorisation des modes de fonctionnement des institutions »⁶, idée qui, chez Tabet, apparaît en filigrane, mais qu'elle ne se donne pas les moyens d'exploiter.

NOTES

- 1.. Bozon, Michel, *Sociologie de la sexualité*, Paris, Nathan, 2002, p. 104.
- 2.. Mathieu, Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- 3.. Durkheim, Émile, *Le suicide*, Paris, Quadrige/PUF, 9^e édition, 1997, p. 1.
- 4.. Dans un ouvrage antérieur, Paola Tabet montre que la division sexuelle du travail est le résultat des formes de contrôle masculin des instruments de production. Elle questionne ainsi la relation entre tâches et outils comme facteurs de production d'inégalité hommes/femmes. Tabet, Paola, *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque du féminisme »), 1998.
- 5.. En effet, comme l'écrit Gail Pheterson, « La menace du stigmat de putain agit comme un fouet qui maintient l'humanité femelle dans un état de pure subordination. Tant que durera la brûlure de ce fouet, la libération des femmes sera un échec », in Pheterson, Gail, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 129, cité par Tabet, p. 8.
- 6.. Bozon, Michel, *op. cit.*, p. 104.